

Mars 2016

Le Hamas et les jihadistes à Gaza

Observatoire du monde arabo-musulman
et du Sahel

LEÏLA SEURAT

SOMMAIRE

INTRODUCTION	5
I – ENTRE TOLERANCE ET REPRESSION	7
1.1 – Lutter contre les défections en son sein	7
1.2 – Rétablir l'ordre	8
1.3 – Plus de lutte armée et plus d'islamisation.....	8
2 – L'ÉTAT ISLAMIQUE CHANGE-T-IL LA DONNE ?.....	9
2.1 – Daech, un ennemi utile pour justifier la répression.....	9
2.2 – La main tendue aux jihadistes.....	10
2.3 – Entre trêve et coercition : un va et vient qui dépend du changement de régime en Égypte.....	11
COMMENTAIRES DE LA FRS	13
ANNEXE I CARTE DE GAZA ET DE SES POINTS DE PASSAGE.....	16

Introduction

Un tel sujet pose un **double problème méthodologique** :

- Celui du manque de données puisque le Hamas interdit toute enquête quantitative. En fonction des sources, l'éventail des chiffres varie de quelques centaines à plusieurs milliers de jihadistes.
- Celui de la fiabilité des sources émanant d'Israël et d'Égypte, qui prétendent que le Hamas a contracté une alliance stratégique avec la branche de l'État islamique dans le Sinaï, accueillant ses combattants et soignant ses blessés dans les hôpitaux de Gaza¹.

Il faut tout d'abord **distinguer les jihadistes des salafistes quiétistes** :

- Les salafistes quiétistes sont présents en Palestine depuis le début des années 1980, au moment où reviennent dans leur pays natal nombre de Palestiniens partis faire leurs études en Arabie saoudite dans les années 1960. C'est après l'instauration de l'Autorité Palestinienne en 1994 que leur nombre augmente, soutenus par le Fatah qui leur octroie des autorisations pour mener des activités de prédication et leur offre des emplois. Conformément au principe du *wali amr* qui préconise une obéissance inconditionnelle au pouvoir politique à condition que celui-ci soit musulman, ils font allégeance au Président Mahmoud Abbas. Cet attachement au *wali amr* est régulièrement réaffirmé par les deux grandes figures du salafisme quiétiste de Gaza, le cheikh Yassine al-Astal et le cheikh al-Hasm. Le Hamas voit avec méfiance ces deux personnalités qu'il assimile à des extrémistes².
- Les jihadistes adhèrent à la violence et placent le jihad au cœur de leur croyance religieuse. Comparativement aux autres pays de la région, leur présence en Palestine est tardive, puisqu'elle fait suite aux guerres d'Afghanistan et d'Irak de 2001 et 2003. Mais c'est véritablement lors des affrontements entre le Fatah et le Hamas en 2007, que ces mouvements vont proliférer à

¹ Le Coordinateur des activités du gouvernement dans les Territoires (COGAT), le général israélien Yoav Mordechai, a déclaré au site d'informations saoudien *Elaph* que des membres de l'EI étaient entrés dans la bande de Gaza depuis la péninsule du Sinaï via les tunnels de contrebande entretenus et contrôlés par le Hamas, *The Times of Israel*, 15 mai 2016.

² Alors même que le cheikh al-Hasm est connu pour ses prises de positions contre les attentats suicides, pourtant plébiscités pendant longtemps par le Hamas. Mahmoud Abou Saada, « Hamas oua al haraka al salafiyya fi qita' gaza : al waqe' wa al oufouq », *al ma'ad al masri, al dirassat al siyassiya oua al stratijiyya*, 8 février 2016.

Gaza. Considérés souvent comme une sous-catégorie naturelle du salafisme, les jihadistes sont en réalité porteurs d'une idéologie qui se situe au croisement de trois sources : les salafistes quiétistes, le Hizb al-Tahrir³ et les Frères Musulmans. Si le jihadisme n'arrive que tardivement en Palestine, ce sont bien les Palestiniens de la diaspora qui ont été au centre de ce processus d'hybridation de la fin des années 1970 entre, d'un côté l'idéologie des Frères musulmans et son passage à la violence formulée par Sayyid Qutb⁴, de l'autre le salafisme quiétiste. C'est notamment sous la bannière du Palestinien Abdallah Azzam⁵ que s'exprime cette fusion qui donnera naissance au Jihad global lors de l'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques. Les principales références doctrinales des jihadistes à Gaza sont palestiniennes, qu'il s'agisse du cheikh Abou Mohamed al-Maqdisi – qui avait fondé en 1994 aux côtés d'Abou Moussab al-Zarqaoui, une structure jihadiste avant de diverger avec lui sur la question des attentats suicides⁶ – ou encore d'Abou Qatada al-Filistini, le père spirituel d'Al-Qaïda en Europe, actuellement emprisonné au Royaume-Uni. Dès la fin des années 1990, la Palestine devient l'un des thèmes majeurs d'Al-Qaïda comme en atteste la profusion de références à Jérusalem (*Bayt al Maqdis*) dans les discours d'Oussama Ben Laden⁷.

Les jihadistes reprochent au Hamas :

- 1/ Sa participation aux élections de 2006, délit d'associationnisme (*intikhabat charkiyya*).
- 2/ La trêve conclue avec Israël et imposée par la force aux autres factions armées de Gaza.
- 3/ L'absence d'application de la *charia*.
- 4/ L'alliance contracté avec les « Perses chiites » et les « Alaouites hérétiques » de Syrie.

³ Le *Parti de la Libération* est un parti islamiste fondé en Jordanie en 1953 qui prône la restauration du Califat. Il est né d'une scission des Frères musulmans.

⁴ Sayyid Qutb rejoint l'association des Frères musulmans en 1953. Il est notamment connu pour ses deux ouvrages, *fi Zilal al Qur'an* (À l'ombre du Coran) et *Maalim fi al Tariq* (Jalons sur la route), mais aussi et surtout pour l'infléchissement idéologique qu'il a donné à l'organisation, établissant une doctrine fondée sur le concept d'ignorance « *jahiliyya* » (état d'ignorance de l'Islam) et de « *Hakimiyya* » (unicité divine dans l'autorité politique).

⁵ Abdallah Azzam a été formé militairement dans le *Camp des Cheikhs* (*mou'askar al shou'oukh*), mis en place à la fin des années 1960 en Jordanie par l'un des fondateurs du Fatah, Khalil al-Wazir (Abou Nidal).

⁶ Al-Zarqaoui fondera ensuite avec Abou Anas al-Shami l'organisation *La base dans le pays des deux fleuves* (*al qaida fil bilad al rafidein*), appellation originelle de ce qui deviendra par la suite Al-Qaïda. Abou Mohamed al-Maqdisi condamne les attaques terroristes d'Amman en 2005. Il a été libéré en février 2015 après qu'il a également condamné l'assassinat du pilote jordanien brûlé vif par l'État islamique.

⁷ Pour une étude consacrée à la place de la Palestine dans l'idéologie d'Al-Qaïda, voir Thomas Hegghammer et Joas Wagemakers, « The Palestine effect: The Role of Palestinians in the Transnational Jihad Movement », *Welt des Islams*, 53-3-4 (2013), pp. 281-314.

I – Entre tolérance et répression

I.1 – Lutter contre les défections en son sein

Les principaux groupes jihadistes présents dans la bande de Gaza sont composés à plus de 60 % d'anciens membres de la branche armée du Hamas. Le groupe *Soldats partisans de Dieu (Jund Ansar Allah)* avait été dirigé par un ancien responsable du Hamas, Khalid Banat, surnommé Abou Abdallah al-Souri pour avoir séjourné plusieurs années en Syrie, avant d'être renvoyé à Gaza en 2007 pour s'occuper de l'entraînement des brigades al-Qassam. C'est en 2009, à la suite de la contraction par le Hamas d'une trêve avec Israël que Banat fait défection pour rejoindre les *Soldats partisans de Dieu*. Les réseaux qu'il avait développés au sein des brigades al-Qassam lui avaient permis de rallier facilement une partie de ses combattants et de les intégrer au groupe jihadiste. L'autonomie de ce groupe prend fin en août 2009 lorsque, à la suite du prêche d'Abd al-Latif Musa⁸ tenu à la mosquée Ibn Taymiyya de Rafah, les forces du Hamas prennent d'assaut la mosquée. Un autre groupe, *Jaljalat*⁹ est composé à 70 % d'anciens du Hamas. Le commandant en chef de ce réseau, Mahmoud Taleb, est un ancien membre des brigades al-Qassam. En septembre 2009, alors âgé seulement de vingt-deux ans, il se présente comme l'homme le plus recherché de Gaza et affirme également avoir tenté d'assassiner Jimmy Carter et Tony Blair, ajoutant que ces deux opérations avaient successivement été déjouées par le Hamas¹⁰. Constitué d'environ 700 hommes, *Jaljalat* a mené en 2009 plusieurs opérations contre Israël mais aussi contre les départements de la sécurité du Hamas. Mahmoud Taleb dit faire allégeance à Ben Laden mais uniquement sur le plan doctrinal (*minhaj*) et non organisationnel (*tanzimi*). À la suite de l'opération Plomb durci en 2009, Mahmoud Taleb aurait procédé à l'unification des rangs jihadistes, réunissant sous une même bannière les combattants du réseau *Jaljalat*, des *Soldats Partisans de Dieu (Jund Ansar Allah)* et de l'*Armée de l'Islam (Jaysh al-Islam)*.

⁸ Abd al-Latif Musa était l'ancien directeur du *Dar al kitab wal sunna*, l'une des plus anciennes organisations salafistes, établie dans les années 1980 dans la bande de Gaza.

⁹ *Jaljalat* est aussi le nom d'une chanson populaire jihadiste.

¹⁰ *Al Sharq al Awsat*, 6 septembre 2009, interview avec Mahmoud Taleb, Abou al-Mou'tasem al-Maqdisi : <http://archive.aawsat.com/details.asp?issueno=10992&article=534766#.V2P-dNxlifg>

1.2 – Rétablir l'ordre

Le conflit qui oppose le Hamas aux jihadistes précède les défections de 2009. Dès 2007, le Hamas affronte l'Armée de l'Islam (*Jaysh al-Islam*). Mais, avant de lui porter un coup sévère, le Hamas n'avait pas hésité à collaborer avec ce groupe notamment au moment de l'enlèvement du soldat israélien Gilad Shalit. À partir de juin 2007, après qu'il a pris la bande de Gaza par la force, le Hamas cherche désormais à se présenter comme le garant de l'ordre intérieur et à se débarrasser des clans et des familles mafieuses qui s'y affrontent depuis le début des années 2000¹¹. Or lutter contre l'influence des clans signifiait aussi s'en prendre à l'Armée de l'Islam puisque Mumtaz Dughmush, chef d'une des plus puissantes familles de Gaza, était également le fondateur de *Jaysh al-Islam*. Dès lors comment justifier la répression contre son ancien partenaire ? En 2007, un nombre important d'attentats commis à Gaza ayant pour cible des cafés internet seront imputés à l'Armée de l'Islam sans qu'ils ne soient revendiqués par le groupe. De nombreux Gazaouis soupçonnent les brigades al-Qassam d'être elles-mêmes instigatrices de ces explosions. C'est en juin de la même année, au moment où *Jaysh al-Islam* diffuse une vidéo du correspondant de la BBC qu'il détient en otage, Alan Johnston, que le Hamas pourra légitimement mettre fin à l'autonomie du clan. Tributaire de la libération d'Abou Qatada al-Filistini emprisonné au Royaume-Uni, la demande de libération de Johnston a aisément permis au Hamas d'assimiler l'Armée de l'Islam à Al-Qaïda.

1.3 – Plus de lutte armée et plus d'islamisation

Ces confrontations avec les jihadistes ne sont pas sans conséquences sur le Hamas qui, face aux critiques qui font de lui un collaborateur d'Israël et un apostat refusant d'appliquer la *charia*, est poussé à une double surenchère. C'est d'abord du côté de la lutte armée qu'elle s'exprime. En 2009, à la suite de l'opération Plomb durci, le Hamas avait imposé la tenue d'une trêve avec Israël. Mais à partir de 2011, sa police est lasse de contrôler les véhicules circulant dans la zone frontalière avec Israël. De moins en moins en mesure de réprimer les jihadistes, le Hamas choisit de les laisser agir, comme le 16 mars 2011, lorsque l'un de ces groupes lance une roquette sur le conseil régional de Sdot dans le Neguev¹². Israël s'en prend alors au Hamas, bouc émissaire d'actions conduites par d'autres groupes, tuant deux militants des brigades al-Qassam¹³. La

¹¹ Ce territoire était devenu, depuis le milieu des années 2000, une zone de non-droit où régnaient différentes milices qui s'affrontaient et faisaient régner une atmosphère d'une extrême violence.

¹² « Radical Islam in Gaza », *International Crisis Group*, Middle East Report, n° 104, 29 mars 2011.

¹³ « The Next Israeli Palestinian War », *International Crisis Group*, Middle East Briefing n° 30, 24 mars 2011.

répression pousse alors le Hamas à prendre part aux affrontements contre l'État hébreu et à envoyer à son tour plusieurs douzaines de roquettes¹⁴. Ces conflits avec les jihadistes amènent également le Hamas à renforcer sa politique d'islamisation. Le lancement de la campagne « *oui à la vertu* » (*naam lil fadila*) remet au centre de l'enseignement scolaire l'étude de la pensée islamique. Cette campagne d'islamisation touche également les prisons, où des cheikhs respectés sont recrutés pour assurer des séminaires. C'est le cas du cheikh Salman al-Daya, anciennement médiateur entre le Hamas et l'Armée de l'Islam au moment de la capture du journaliste de la BBC, Johnston. Les prisonniers refusant d'y assister sont accusés d'illettrisme, ou de déviance psychologique.

2 – L'État islamique change-t-il la donne ?

2.1 – Daech, un ennemi utile pour justifier la répression

Aucun groupe jihadiste de Gaza n'a jusqu'à présent obtenu l'adoubement officiel de l'État islamique. Pour autant, deux cellules s'en réclament : *Les partisans de l'État islamique à Jérusalem (Jamaat ansar al-Dawla al-Islamiya fi bayt al-Maqdis)* et le groupe jihadiste *Cheikh Omar Hadid*.

Le groupe *Les partisans de l'État islamique à Jérusalem* revendique, en mai 2015, l'explosion du quartier général du Hamas à Gaza, après lui avoir donné un ultimatum pour libérer les prisonniers jihadistes récemment arrêtés. Présenté par le Hamas comme une menace à la « sécurité nationale », les services de sécurité du mouvement mènent, suite à ces explosions, une vague d'arrestations sans précédent. Celle-ci doit être inscrite dans la continuité d'une tension historique qui oppose le Hamas aux groupes jihadistes affiliés à Al-Qaïda. La plupart de ces groupes, au premier rang desquels *Les proches des détenus salafistes dans les prisons du Hamas*, accusent le Hamas d'être derrière cette série d'attentats. Ils évoquent « *la comédie des fausses explosions* » justifiant l'arrestation d'une dizaine de leurs membres. D'autres sources, y compris celles émanant de l'EI en Irak, avaient émis de sérieux doutes quant à l'identité réelle de *Jamaat ansar al-Dawla*, alimentant la controverse à propos de ce groupe auto-déclaré¹⁵. Depuis que son contingent militaire, le bataillon du cheikh Abou al-Nour al-Maqdisi, achemine des volontaires vers la Syrie et l'Irak, les liens entre *Les Partisans de*

¹⁴ Le 21 décembre 2010, Israël cible le Hamas pour répondre à une attaque qui avait été commise par l'Armée de l'Islam, « Radical Islam in Gaza », *International Crisis Group*, *op. cit.*

¹⁵ Voir le blog de Aymeen Jawad al-Tamimi : <http://www.aymennjawad.org/2015/01/jihadi-debate-over-jamaat-ansar-al-dawla-al>

l'État Islamique à Jérusalem et Daech ont été clarifiés¹⁶. La campagne d'arrestation de jihadistes de l'été 2015 a été largement condamnée par l'État islamique, qui a publié sur ses réseaux sociaux le témoignage d'un ex-détenu dans les prisons du Hamas¹⁷. Cette clarification postérieure n'invalide en rien les doutes initiaux et la dimension instrumentale que cache le label « État islamique », instrumentalisation qui remonte au 19 janvier 2015, lorsque, suite aux attentats de Paris contre la rédaction de *Charlie Hebdo*, le Hamas avait orchestré une grande manifestation de jihadistes arborant des drapeaux de l'EI devant l'enceinte du Centre Culturel Français.

2.2 – La main tendue aux jihadistes

Le flou qui entoure les attaques de juin 2015 et les bénéfices que le Hamas a tenté d'en tirer n'empêchent pas l'autonomisation des *Partisans de l'État islamique à Jérusalem* qui, par la voix de leurs deux combattants¹⁸ à Alep, ont menacé le Hamas. En juin 2015, ils diffusent une vidéo dans laquelle ils appellent à s'en prendre au Hamas, promettant de faire de Gaza un champ de bataille à l'instar du camp de Yarmouk en banlieue de Damas, qui, en avril 2015 avait été attaqué puis conquis par l'EI. Au cours de cette attaque qui avait fait cent morts palestiniens, deux leaders du Hamas avaient été décapités¹⁹. Prise au sérieux par le Hamas, cette menace le pousse à choisir la voie de la réconciliation. Le 7 juillet 2015, quelques jours après la diffusion de la vidéo menaçant de transformer Gaza en bain de sang, une trêve est conclue avec les groupes jihadistes traditionnels. Cette politique de la main tendue a été facilitée par la médiation du cheikh Issam Saleh, l'une des personnalités salafistes les plus connues de Gaza, issue de *Jaysh al Islam*²⁰. La charte de cette réconciliation repose sur plusieurs points : l'engagement des jihadistes de ne plus envoyer de roquettes sur Israël et de ne plus attaquer le Hamas, en échange de la promesse du Hamas de ne plus s'engager dans des campagnes d'arrestations et de libérer tous les prisonniers jihadistes²¹. La conclusion de cette trêve ne saurait se lire uniquement à travers la menace proférée par les jihadistes gazaouis depuis Alep. D'autres facteurs contribuent à l'expliquer : la

¹⁶ <http://www.aymennjawad.org/2014/08/jamaat-ansar-al-dawla-al-islamiya-fi-bayt-al>

¹⁷ Voir jihadology.net, « New statement from Ibn Taymiyyah Center for Media: about the ongoing attacks of Hamas against the Salafis in Gaza », 23 juillet 2015. <https://azelin.files.wordpress.com/2015/07/ibn-taymc4abyyah-center-for-media-22about-the-ongoing-attacks-of-hamas-against-the-salafc4abs-in-gaza22.pdf> ainsi que l'interview d'Abu Ayyub al-Ghazi : <https://azelin.files.wordpress.com/2016/01/ibn-taymicc84yyah-center-for-media-22special-interview-with-abucc84-ayyuucc84b-al-ghazicc84-one-of-those-released-from-the-prisons-of-hamas22.pdf>

¹⁸ Il s'agit de deux frères, qui se font appeler les Gazaouis.

¹⁹ Voir Nicolas Dot-Pouillard, « Yarmouk : divisions palestiniennes face à l'organisation de l'État islamique », *Orient XXI*, 14 avril 2015.

²⁰ *Al-Akhbar*, 17 juin 2015 : <http://al-akhbar.com/node/237432>

²¹ *The Times of Israel*, 7 juillet 2015 : <http://ar.timesofisrael.com/احماس-مع-المصالحة-يسعى-غزة-في-سلفي-قائد/>

promulgation par le Hamas, le 6 juillet 2015, d'une loi interdisant le parti *al Sabirin*²² et le rapprochement conjoncturel entre le Hamas et l'Arabie Saoudite.

2.3 – **Entre trêve et coercition : un va et vient qui dépend du changement de régime en Égypte**

C'est surtout le changement de régime en Égypte qui explique en grande partie l'évolution des relations entre le Hamas et les jihadistes. La déposition du président Morsi en juillet 2013 avait conduit le Hamas à se rapprocher des jihadistes. Grâce à la médiation de cheikhs du Qatar, une première trêve avait été conclue²³ : les jihadistes pourraient poursuivre leurs activités de prédication (*dawa*) sans risquer d'être arrêtés. Les conditions étaient de respecter la trêve avec Israël et de cesser leurs opérations contre le Hamas. Intransigeant avec les jihadistes avant le départ forcé du président égyptien frériste, le nouveau contexte conduit le Hamas à assouplir sa politique : laisser agir ces groupes lui permettrait d'essayer de déstabiliser le nouveau pouvoir du Caire et d'espérer le rétablissement du régime des Frères musulmans. Mais le rapprochement entre le Hamas et le président égyptien Abdel Fattah Al-Sissi, à l'œuvre depuis mars 2016, provoque un nouveau durcissement. Sous l'égide de Moussa Abou Marzouq, une délégation du Hamas s'est rendue au Caire pour rencontrer le chef des renseignements. Le groupe jihadiste *Cheikh Omar Hadid*, deuxième micro-cellule de Gaza affichant son allégeance à Daech, a récemment dénoncé la nouvelle campagne d'arrestations, perçue comme le résultat du rapprochement entre le Hamas et l'Égypte²⁴. Après avoir revendiqué des tirs contre Israël les 27 mai et 3 juin 2015, il menace d'envoyer de nouvelles roquettes sur l'État hébreu dans le cas où le Hamas ne cesserait pas sa répression.

En dépit de ce rapprochement, l'Égypte continue de douter de la sincérité du Hamas, suspicion qui repose sur les liens organisationnels entre les groupes de Gaza et ceux du Sinaï. Du fait de leur proximité géographique, la péninsule du Sinaï et la bande de Gaza ont, il est vrai, pu voir leurs destins converger²⁵. Les militants islamistes de ces deux localités sont souvent passés d'un territoire à l'autre, fuyant tour à tour les autorités égyptiennes ou les forces du Hamas. À l'été 2009 lorsque ce dernier affronte les adeptes d'Abd al-Latif Moussa retranchés dans la mosquée d'Ibn Taymiyya, les takfiristes égyptiens retournent dans le Sinaï accompagnés de Palestiniens fuyant le sud

²² Le parti *al Sabirin* est dirigé par Hicham Salim. Cette décision d'interdire le parti chiite a été félicitée par le cheikh salafiste Majdi al Maarebi. <http://www.alhurra.com/a/hamas-isis-gaza/274959.html>

²³ <https://paltoday.ps/ar/post/182219/>

²⁴ *Al-Akhbar*, 17 juin 2015.

²⁵ Voir Ismaïl Alexandrani, « Généalogie du jihadisme au Sinaï », *Orient XXI*, le 23 septembre 2014.

de la bande de Gaza vers l'Égypte²⁶. Ce sera le noyau dur du groupe *Jamaat Ansar Bayt al Maqdis*, branche de l'État Islamique dans la péninsule du Sinaï²⁷ formée aux côtés du *Conseil de Consultation des Moujahidin*, créé dès le milieu des années 2000 par le Gazaoui Abou al Walid al-Maqdisi²⁸, déjà en charge de coordonner les activités des combattants du Sinaï avec celles des jihadistes de Gaza.

²⁶ Le départ des Gazaouis dans le Sinaï en 2009 à la suite de la répression de la mosquée Ibn Taymiyya, ne se fait pas par les tunnels mais par la frontière classique. Les tunnels permettent le passage d'un territoire à l'autre en particulier depuis le durcissement du blocus côté égyptien et la fermeture du passage de Rafah qui reste la règle. Les ouvertures sont exceptionnelles.

²⁷ Jusqu'en 2012, ce groupe s'était concentré sur l'attaque des intérêts israéliens dans le Sinaï et notamment l'explosion des gazoducs dans le Néguev. Avec la déposition de Morsi en juillet 2013, les affrontements se déplacent en direction du nouveau pouvoir égyptien.

²⁸ De son autre nom Hisham Saedni, a été tué lors d'un assassinat ciblé en 2012 dans la bande de Gaza.

Commentaires de la FRS

Les deux notes sur le Sinaï et Gaza apportent des analyses utiles sur les situations qui prévalent dans les deux zones et sur les liens multiples qui existent entre Gaza et le Sinaï et l'Égypte.

- D'abord, la difficile coexistence entre les bédouins du Sinaï, l'administration et les forces de sécurité égyptiennes, pour l'essentiel issues de la vallée du Nil. Le face-à-face tient beaucoup d'une situation coloniale, avec le facteur aggravant qu'a été longtemps la faible participation des bédouins au développement touristique du sud Sinaï.

- Deuxième facteur bien illustré dans les notes, la porosité des frontières dans la région : en dépit de multiples précautions de sécurité, la zone a été marquée par une contrebande importante, qui a été un des moyens de subsistance des bédouins, ceux du Sinaï comme ceux du Néguev.

Depuis des années, une industrie des tunnels avait créé, entre le Sinaï et Gaza, un ensemble de liens de coopération et de bénéfices partagés. Les notes montrent qu'au-delà de l'économie, ces liens ont aussi participé à des mouvements de radicalisation des bédouins au Sud, même si les structures radicales palestiniennes n'ont pas été une source exclusive de radicalisation et si d'autres influences ont pu jouer.

Au-delà des problèmes du Sinaï et de la bande de Gaza, la question des rapports complexes entre les deux grands acteurs structurés – le gouvernement du Hamas d'un côté et le gouvernement égyptien de l'autre – semblent essentiels. L'Égypte a toujours considéré Gaza – un moment sous sa souveraineté – comme une zone d'influence, même si la population s'est souvent montrée rebelle à la tutelle des Égyptiens.

Aujourd'hui, dans la situation palestinienne marquée par une dure compétition entre le Fatah et le Hamas concernant la perspective de la succession de Mahmoud Abbas et par les difficiles discussions sur la construction d'un gouvernement d'union nationale, l'Égypte du maréchal Sissi est un acteur essentiel, évidemment réticent à l'égard d'un Hamas idéologiquement lié aux Frères musulmans et tenu pour aventuriste et incontrôlable. L'Égypte ne recherche pas la tension avec Israël. Elle appuie en Palestine les forces politiques modérées mais est hostile à une action qui relancerait la violence dans les territoires. Elle est favorable à un processus de succession palestinienne sans risques. Elle maintient au Caire l'ancien homme fort de Gaza, Mohammad Dahlan, son

obligé, qui pourrait avoir un destin si le processus de succession en Palestine lui en donnait l'opportunité.

Dans ces conditions, le Caire apparaît – avec d'autres acteurs comme le Qatar et l'Arabie saoudite – comme l'un des arbitres du processus qui oppose aujourd'hui le Fatah et le Hamas sur le thème de la réconciliation palestinienne.

L'Égypte n'est pas seulement un acteur politique face au Hamas. Elle est aussi, comme Israël, un pays qui tient l'approvisionnement de Gaza et, d'une certaine manière, la crédibilité du gouvernement du Hamas vis-à-vis de sa population.

La tension entre le Hamas et le gouvernement égyptien date de plusieurs années. Elle avait semblé s'apaiser pendant le gouvernement Frères musulmans du président Morsi en Égypte, mais dès l'arrivée du président Sissi, les relations se sont dégradées. Les reproches égyptiens sont nombreux : outre les graves attentats qui ont fait de nombreuses victimes dans l'armée égyptienne, le développement des actions de *Wilayat Sinai* inquiète réellement l'Égypte : la presse israélienne a mentionné l'accueil régulier à Gaza de blessés, soignés notamment à l'Hôpital Al-Chifa. D'autres sources israéliennes font état de rencontres à Gaza de responsables de *Wilayat Sinai* et des autorités de la branche armée du Hamas. Ces sources évoquent des coopérations plus étroites sous forme de formations militaires, ou de transferts de matériel, sans que l'on sache de quel type de forces il s'agit, forces liées au Hamas ou de dissidents et de marginaux opposés au Hamas.

La situation a semblé suffisamment grave pour que l'Égypte durcisse sa position après 2013 et organise un blocus à Gaza : 2 000 tunnels auraient été détruits, le point de passage de Rafah ne laisse plus passer que les approvisionnements limités, une *buffer zone* a été installée à la frontière.

Ce blocus est très dommageable et pèse sur la vie des habitants de Gaza, il entrave la reconstruction de la ville et empêche toute idée de développement économique.

Au printemps 2016, le Hamas s'est efforcé d'améliorer la relation avec l'Égypte. Khaled Mechaal est en contact direct avec Khaled Faouzi en Égypte. En mars 2016, Abou Marzouk a rencontré à deux reprises les autorités des services égyptiens : le Hamas a pris des engagements, il a assuré les Égyptiens du bouclage de la frontière et a promis que le Hamas n'avait aucune part aux actions menées contre l'Égypte dans le Sinai. Les relations sont restées tendues depuis ces rencontres. Le Caire a attaqué le Hamas au sujet de liens maintenus avec les Frères musulmans égyptiens, accusés de l'assassinat du procureur Hicham Barakat, ce que Abou Marzouk a démenti.

Récemment, la presse internationale a évoqué la présence à Gaza d'un des responsables de l'EI dans le Sinai, Abou Sleimane. La confiance n'est donc pas rétablie

et la défiance est évidemment alimentée par l'ambiguïté des relations entre le Hamas et l'Égypte.

Cette situation pose la question de l'unité du Hamas. On sait que le Hamas comporte une direction politique installée au Qatar, qui se veut modérée, mais qu'elle dispose de structures de sécurité à l'évidence moins mesurées. Elle coexiste aussi avec une série de mouvements armés, tout à la fois concurrents, hostiles ou liés au Hamas par le clientélisme ou l'opportunité.

Un point notable est celui de la stratégie de l'armée égyptienne face au groupe *Wilayat Sinai*. Alors que ce dernier augmente ses capacités et renforce une stratégie de guérilla qui commence à être présente dans les villes et notamment à Cheikh Zoueid et à El-Arich, l'armée égyptienne reste figée dans une stratégie de concentration de ses forces et de protection de ses points forts, laissant place à l'action des petits groupes mobiles jihadistes qui deviennent plus agressifs.

Il faut noter enfin la présence de troupes américaines dans un camp de la MFO, Force multinationale et observateurs.

Annexe 1 CARTE DE GAZA ET DE SES POINTS DE PASSAGE

